

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## CNSS : l'Anareg analyse et propose

ENA  
Libreville/Gabon

**L**A situation proche du chaos dans lequel se trouve la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) est loin de laisser insensible l'Association nationale des retraités du Gabon (Anareg). C'est un euphémisme. Son analyse fait apparaître de grands facteurs d'inquiétude légitime sur l'avenir de cet organisme. Ce d'autant que les différents forums et études pourtant financés par l'État n'ont pas abouti à sa

stabilité. Pis, les attermoissements se sont multipliés, notamment dans les prestations sociales, qui ont aggravé cet état de fait. Mais l'Anareg et ses membres, qui se sont fixés pour objectifs, outre l'amélioration des conditions de vie du retraité, d'apporter leur expérience dans la résolution des difficultés auxquelles sont confrontés les organismes de sécurité sociale pour assurer leur pérennité, constatent avec regret que ceux-ci ne remplissent plus correctement leurs missions. Les dernières mesures prises



Photo : Frédéric Serge Long/L'Union

**Faute d'encadrement par des textes de lois, l'Anareg s'inquiète pour l'avenir de la CNSS et se dit disposée à apporter son expertise pour éviter le scénario du pire.**

par le gouvernement n'ont pas aussi l'heur de rencontrer son assentiment. En témoigne le fait que la décision de dissolution du conseil d'administration et de la direction générale ne découlait pas d'une application stricte de la loi. Et de s'interroger : " n'était-il pas plus simple de remplacer le directeur général, pour ne dissoudre que le seul conseil d'administration, tel que prévu

par les textes en vigueur, puis s'attaquer aux réformes de fond, afin d'éviter les balbutiements actuels qui ne sécurisent personne et démobilisent l'ensemble du personnel ? " Et de poursuivre : " faute d'avoir défini les contours et les latitudes de l'Administration provisoire, devrait-on s'attendre au sort similaire à celui de la Caisse nationale de garantie

sociale (CNGS) et à celui d'autres structures, notamment la BHG, la PostBank, la BGD, il y a quelques années ? " L'Anareg, au regard de son expertise, se dit disposée à contribuer et à participer de manière effective aux travaux des différents comités ou commissions mis en place " pour le redressement durable des Caisses de sécurité sociale ".

## UCHEEG : célébrer la solidarité chrétienne



Photo : ENA

**Les membres de l'UCHEEG au terme de leurs journées de solidarité chrétienne.**

ENA  
Libreville/Gabon

**S**OUS le thème " Comment gérer la solidarité dans l'UCHEEG ? " présenté par le révérend Basile Nguema Allogho, l'Union chrétienne des hommes de l'Église évangélique du Gabon (UCHEEG) a célébré, dernièrement, ses dix bougies qui coïncident avec la tenue de la première édition de ses journées nationales de solidarité chrétienne.

Venues des régions synodales du Ntem, Woleu-Ntem, Ogooué-Ivindo Sud-Est et Ogooué-Estuaire Sud-Ouest, les délégations de l'UCHEEG ont partagé dans une communion parfaite les différentes activités : conférences-débats, distribution des tonnes de produits de première nécessité aux personnes économiquement faibles, notamment les veuves des pasteurs, les orphelinats " SOS Mwana " et " Amis fidèles ", ainsi

que les écoles du dimanche des paroisses d'Ondogo, Akébé-Belle-Vue et Owendo-Sni). Occasion pour le président national de l'UCHEEG, Martin Enameze Nzename, de rendre hommage aux personnes physiques et morales ayant contribué à la réussite de cette action de bienfaisance, répondant ainsi à l'invite contenue dans Esaïe 58: 7 selon laquelle " donne ton pain à celui qui a faim ". Il faut dire que bien que son existence remonte à 1948, l'UCHEEG n'a recouvré sa dimension réelle en même temps que sa reconnaissance officielle qu'en 2012. Et elle a commencé à poser des actions en vue de son rayonnement comme organe majeur de la vie de l'Église évangélique du Gabon (EEG). Officié par le révérend Jean Ondo Evoung, le culte de clôture de ces premières journées de solidarité chrétienne de l'UCHEEG en a confié la prochaine édition à la région synodale du Ntem.

## EPCA : nécessité d'une profonde réforme

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**F**AIRE l'état des lieux du fonctionnement de l'École de préparation aux carrières administrative (EPCA), constater les dysfonctionnements dus au cadre institutionnel caduc, loin des attentes du gouvernement en matière de formation des cadres de l'administration gabonaise. Ce sont, entre autres, les points qui ont fait l'objet d'un examen approfondi et pointu, lors du récent conseil d'administration de cette école au complexe EPCA/ENA.

Ces assises, présidées par la ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et du Travail, Madeleine Berre, ont permis à l'ensemble des membres de valider plusieurs axes d'actions prioritaires, en vue de la mise à jour d'un cadre institutionnel adapté aux normes. Ce qui permettra à l'EPCA " de se projeter dans la perspective de bonne



Photo : BOTOUNOU

**Une vue des membres du conseil d'administration autour de la présidente après la séance.**

formation. Pour cela, nous avons pensé, dans le cadre ce conseil d'administration, qu'un certain nombre de réformes soient engagées, notamment la réforme organisationnelle, la réforme des curricula, pour arrimage aux standards qui forment dans les meilleurs métiers de l'administration dans un avenir proche", a souligné Édouard Kfoula, directeur général de la Fonction publique et vice-président du Conseil d'administration de l'EPCA.

Cette réunion, qui se tient 15 ans après, a été l'occasion pour le directeur général de l'EPCA, Rodrigues Mikolo Banaka, en plus du bilan moral et financier, de présenter un tableau des difficultés réelles de l'établissement, dont le texte l'organisant date de 1978. " Nous avons trouvé l'école dans un état difficile, notamment au niveau de l'image, de la sécurité, des problèmes liés à l'organisation pédagogique", s'est-il désolé.